

I

COUP D'ŒIL  
SUR L'HISTOIRE DE FRANCE <sup>(1)</sup>

---

Sous ce titre : *Lettres sur l'histoire de France*, M. l'abbé de Pascal a réuni ses beaux articles du *Réveil Français*. L'ensemble fait un livre excellent, vraiment digne d'être appelé de ce nom intraduisible d'*encheiridion*, que les anciens donnaient à certains recueils de vérités très efficaces. L'*encheiridion*, c'est le petit glaive portatif et court, à tenir toujours dans la main. Le mot *manuel* aurait étymologiquement le même sens. Les Primaires l'ont déshonoré. C'est donc une arme que ce livre de M. de Pascal et dont il serait désirable qu'un grand nombre de Français fussent munis. Elle les défendrait contre l'assaut quotidien des sophismes et des mensonges. Ces six cents pages

(1) Cette étude a servi de préface aux *Lettres sur l'Histoire de France*, par M. l'abbé DE PASCAL.

ramassent en elles l'histoire entière de notre pays, — non pas celle des faits, ils n'y sont qu'indiqués, — non pas celle des institutions, elles n'y sont que résumées, — mais la construction même de notre patrie, toutes nos raisons d'être, depuis que ce coin d'Europe, où nous sommes, le champ de bataille naturel du monde germanique et du monde romain, s'est constitué organiquement. Si l'on aime mieux, c'est une vision schématique de la courbe parcourue par la société française, depuis les premiers Mérovingiens jusqu'à la République d'aujourd'hui. Cette vision porte avec elle un enseignement irréfutable, celui de la réalité même. Toute la politique contemporaine en est éclairée. Je voudrais montrer pourquoi, en dégagant la philosophie particulière à l'auteur et en précisant l'application qu'il en tire.

## I

Les auditeurs des réunions traditionalistes, de plus en plus nombreuses en province comme à Paris, connaissent la savoureuse et forte éloquence de M. l'abbé de Pascal. Il y prend souvent la parole. Avec sa haute taille, sa robuste encolure, son masque à la fois énergique et spirituel, son verbe tour à tour ardent et gouailleur, l'orateur donne aussitôt l'idée de la personne qu'il est : un

érudit sans cesse attiré par le combat, un génie religieux toujours prêt à défendre sa foi sur un ton de mordante ironie, un enthousiaste chez qui la plus franche bonne humeur s'associe aux puissances réfléchies de l'abstraction. Tel quel, sa parole a, sur ceux qui l'écoutent, une prise vigoureuse que ces *Lettres* auront aussi sur les lecteurs. Rédigées d'abord, j'imagine, comme une correspondance privée, en effet, pour le journal, de semaine en semaine, elles ont du discours le ton libre et direct, ici, exalté, là, gouailleur, avec une richesse de documentation qui ne tarit jamais, la tranquille audace d'un bon ouvrier de vérité, des rigueurs de logique accablantes, une intelligence aigüe des parties faibles de l'ennemi, et, d'un bout à l'autre, cette mâle fermeté du diagnostic infaillible, parce qu'il est fondé sur l'élément qui ne peut pas tromper : la connaissance des causes.

M. l'abbé de Pascal, et c'est la caractéristique propre de son esprit, *pense cause* aussi naturellement que les hommes ordinaires *pensent phénomène et accident*. — Il faut presque forcer la langue pour fixer des notations psychologiques trop rarement formulées. — C'est dire que cette pensée est essentiellement scientifique. Ce trait n'est pas pour nous étonner chez un prêtre, nous qui avons enfin échappé au sophisme le plus meurtrier des deux derniers siècles : celui de l'antonomie entre la Science et la Tradition. Que ce prêtre lui-même y ait échappé, c'est là plutôt le

cas étonnant. Voici quarante ans, ce sophisme régnait encore, et sur le clergé plus que sur toute autre classe. Ce fut peut-être le plus invincible obstacle à cette Restauration intégrale, dont l'opportunité devint si évidente au lendemain de 1870. La génération à laquelle appartient M. l'abbé de Pascal l'eut en main, cette Restauration, et elle ne l'a pas faite, bien qu'elle comptât dans son sein quantité de gens de bonne volonté, tout uniment parce que ces gens étaient les victimes du préjugé moderniste. Ils ont manqué de confiance intellectuelle dans leur propre doctrine, manqué de certitude, partant manqué de volonté. Ils croyaient, certes, à la Tradition, mais ils n'étaient pas loin de croire aussi aux deux idoles de la foule, — *idola fori*, disait Bacon, — la Révolution et la Démocratie. A force de considérer ces deux faits comme nécessaires, comme universels, ils inclinaient à ranger les solutions traditionnelles parmi les vérités d'hier. Ils ressemblaient à ces membres des commissions des finances à l'heure présente, auxquels l'unanime accord des spécialistes en maladies mentales démontre la mort de la France par l'alcoolisme, et qui regardant, d'une part le budget, d'autre part l'échiquier électoral, concluent à la liberté de l'absinthe et des funestes poisons du même genre. Les années qui suivirent la guerre furent celles qui permettent le plus d'apprécier le travail de décérébration accompli sur notre pays par les encyclopédistes et leurs héritiers. Le plus sagace des princes, Mgr le comte de Cham-

bord, l'avait compris. Ne fut-ce pas pour compter le nombre de ses partisans déterminés et pour mesurer l'énergie de leurs certitudes qu'il a posé la condition *sine qua non* du drapeau blanc? Cette exigence ne fut pas seulement l'affirmation d'un principe, c'était aussi une épreuve, — j'allais dire, et pourquoi pas? une tentative expérimentale. Le Roi arrivait, apportant un programme complet de réformes dont ses manifestes démontrent la nouveauté et l'ampleur. Il ne pouvait l'exécuter qu'avec des serviteurs et un pays qui sentissent véritablement le prix unique de cette force : la Monarchie héréditaire. Du moment que ces serviteurs et ce peuple hésitaient sur un point de pure forme, qu'eussent-ils fait sur les points essentiels?

Il y avait cependant, parmi les monarchistes d'alors, des hommes qui savaient l'inanité de cette formule : *des vérités d'hier*, et que le propre de la vérité politique, aussi bien que la vérité astronomique ou mécanique, physiologique ou mathématique, est d'être la vérité de toujours. Pour ceux-là, les solutions traditionnelles apparaissent dans leur exacte valeur : elles leur représentaient cet élément de constance qui est la condition même de l'évolution. La fameuse loi de Darwin, dont l'ignorance des incompetents a fait un synonyme de changement, résume, au contraire, l'effort vers la durée, la permanence par l'adaptation. L'Espèce n'évolue que pour se maintenir, pour conserver la possibilité d'accomplir certaines fonctions sans lesquelles elle n'existerait plus. Ses

modifications, si paradoxale que semble cette formule, ne sont qu'une résistance. Pareillement, les peuples sains — les Anglais, les Allemands, les Japonais en fournissent des exemples trop évidents — n'évoluent que pour protéger les intimes éléments historiques sans lesquels ils seraient *dénationalisés*, ou mieux dénaturés. Bonald avait admirablement aperçu cette nécessité de la fixité sous le changement, à l'époque même où la Révolution la méconnaissait avec le plus d'aveuglement et de frénésie. Les monarchistes intégraux de 1871 n'eurent pas moins de lucidité que lui. Ne nous laissons pas de mentionner parmi eux, comme le maître le plus remarquable de cette petite élite, M. le marquis de la Tour du Pin, dont le dernier ouvrage : *Vers un ordre social chrétien*, peut être également rangé parmi les *encheiridia*. M. l'abbé de Pascal fut de ce groupe, très clairsemé alors, très obscur. Le profond mouvement traditionnel des esprits, manifesté partout aujourd'hui en France, n'est qu'un développement, qu'une application sous toutes ses formes de ce principe posé par ces lucides aînés : à savoir que les lois et la politique sont inscrites dans l'histoire. Par conséquent, la position scientifique du problème politique consiste à chercher la constitution écrite des peuples dans leur constitution vécue, dans leur nature même, — comme la position scientifique du problème médical consiste à chercher les conditions de guérison ou de santé d'un homme dans son tempérament et dans ses hérédités, —

comme la position scientifique du problème agricole consiste à chercher les conditions d'exploitation d'un domaine dans la qualité du terrain. On resterait étonné de la résistance opposée par les préjugés à des axiomes d'une clarté aussi élémentaire, si l'on ne se rappelait la remarque cruellement désenchantée de ce très grand politique réaliste que fut Bossuet. « On mène les hommes passionnés comme des malades et des enfants, par des espérances vaines. » Toute la Révolution et toute la Démocratie tiennent dans cette ligue d'une si juste misanthropie.

## II

De ces espérances vaines, nulle trace dans les *Lettres sur l'histoire de France*. Il ne s'y trouve que le résidu de l'observation la plus strictement précise et renseignée, une observation de laboratoire. L'originalité de la pensée de M. de Pascal, dans ce raccourci puissant de dix siècles d'histoire, ne se manifeste point par tel ou tel point de vue particulier. Le détail n'est étudié ici que par rapport à l'ensemble. Sur la féodalité, sur les communes au moyen âge, sur la guerre de Cent ans, sur les expéditions d'Italie, sur Henri IV, Louis XIV, la Révolution, l'Empire, l'écrivain n'a fait que traduire en un langage d'une brièveté

substantielle les résultats de la scrupuleuse enquête entreprise depuis cent ans par les chartistes, ces successeurs de nos grands bénédictins : les d'Achery, les Mabillon, les Montfaucon, les Sainte-Marthe. Des citations nombreuses, choisies avec un judicieux bonheur, attestent une érudition aussi agile que si elle n'était pas immense, et à laquelle aucune objection n'est étrangère. Certes, quand il veut, M. l'abbé de Pascal enlève un portrait d'un tour de brosse et avec un relief extraordinaire. Je citerai comme un exemplaire typique de sa forte et sobre manière : son Napoléon Bonaparte. C'est là une exception. Visible-ment, son projet n'est pas plus de peindre que de raconter. Il ne se propose pas davantage de discuter sur des points controversés. Pour lui, l'histoire de France est une science faite, du moins dans ses parties essentielles. Il a un constant souci de ne pas instituer des débats oiseux sur tout ces « à côté » où les intelligences sans coup d'œil général s'attardent indéfiniment. Qu'il reste, par exemple, dans les institutions du moyen âge, quantité de points obscurs, qu'importe à notre impression totale de cette magnifique civilisation? Que certains rois soient une énigme, — tel Philippe le Bel, ce personnage aussi mystérieux dans son caractère qu'il le fut dans l'accident de sa mort, — M. de Pascal passe outre, et il a raison. Avons-nous besoin de résoudre ce problème de psychologie individuelle pour définir et juger l'œuvre des légistes qu'employa ce prince? Que Jeanne d'Arc

nous apparaisse comme un personnage plus énigmatique encore, avec ce contraste en elle : des phénomènes d'aspect pathologique et le plus ferme bon sens dans l'action, cela nous empêche-t-il de comprendre nettement cette action et de la situer dans la dynamique de son temps? Plus tard, à l'époque des guerres de religion, avons-nous besoin de résoudre des problèmes comme celui du caractère de Montluc, ce héros dont la mémoire soulève des discussions aussi passionnées qu'au lendemain de ses terribles répressions de Guyenne? Sa place dans l'histoire de France se mesure, non pas à la justice ou à l'injustice de ses actes, mais à la perspicacité de sa vue sur les conséquences de la Rébellion protestante, derrière laquelle il a nettement aperçu la Révolution. Quel passage significatif que celui des *Commentaires* où il rapporte le discours des réformés : « Quel Roy? répondraient-ils. Nous sommes les Rois. Celui-là que vous dites est un petit Reyot de m... Nous lui donnerons des verges pour lui faire apprendre à gagner sa vie comme les autres. » On croit entendre Chaumette citant, à propos de l'infortuné Louis XVII, la phrase de Jean-Jacques : « J'aime mieux que mon pupille soit cordonnier... » et le confiant à l'affreux Simon. « Je l'éloignerai de sa famille, pour lui faire perdre l'idée de son rang... » Et l'anarchique *Déclaration des droits de l'homme* n'est-elle pas déjà dans les discours des ministres réformés : « Ils prêchaient publiquement que, s'ils se mettaient de la religion, les paysans ne paie-

raient aucuns devoirs aux gentilshommes, ni au Roy comme tailles que ce qui leur serait ordonné par eux. Autres prêchaient que les Roys ne pouvaient avoir aucune puissance autre que celle qui plairait au peuple... » Ces textes donnent leur sens vrai à notre seizième siècle, et c'est suffisant. Pareillement, que la part faite aux sociétés secrètes dans le mouvement de 1789 ait été tantôt diminuée, tantôt exagérée, cela change-t-il rien à la philosophie de ce reniement criminel ? L'esprit souverainement net de M. de Pascal excelle à dégager ainsi, dans les crises de notre existence nationale, le *fait* incontestable. C'est le faisceau de ces faits qu'il nous apporte. Ou, plus exactement, c'est leur hiérarchie qu'il rétablit devant nous, par une méthode d'ordonnance qui constitue la nouveauté intéressante de son entreprise.

## III .

M. de Pascal est un disciple de Claude Bernard. Cela, bien entendu, dans la juste mesure où l'histoire peut utiliser les découvertes des biologistes. Pour moi, je ne céderai jamais sur ce point, qu'il faut rappeler sans cesse. Si la distinction entre les sciences naturelles et les sciences morales, judicieusement et fortement marquée par M. le pro-

fesseur Grasset dans un remarquable livre (1), doit être maintenue de la manière la plus stricte, ce n'est pas un motif pour renoncer à la comparaison entre les résultats derniers de ces sciences. Nous gardons le droit de signaler, à leur propos, des analogies qui prennent, quand elles arrivent à l'identité, la plus haute valeur de vérification. On sait la doctrine de Claude Bernard sur la vie, cette nutrition dirigée : « La vie, » a-t-il écrit, « c'est la création. Ce qui est essentiellement du domaine de la vie, ce qui n'appartient ni à la physique, ni à la chimie, ni à rien autre chose, c'est l'idée directrice de cette évolution vitale... Dans tout germe vivant, il y a une *idée créatrice* qui se développe et se manifeste par l'organisation. Pendant toute sa durée, l'être vivant reste sous l'influence de cette même *force vitale créatrice* et la mort arrive lorsqu'elle ne peut plus se réaliser... C'est toujours cette même *idée vitale* qui conserve l'être en reconstituant les parties vivantes, désorganisées par l'exercice, ou détruites par les accidents et les maladies... » En étudiant, comme il a fait, l'histoire des peuples dans diverses civilisations, M. l'abbé de Pascal a constaté avec quelle surprenante exactitude cette formule s'applique aux grandeurs et aux décadences des pays. Changez-en quelques termes, afin de passer de l'ordre de la biologie à l'ordre de l'histoire. Oubliez un

(1) *Les limites de la Biologie*, par M. le professeur GRASSET (1 vol., chez Alcan).

moment la phrase de Bernard et lisez celle-ci : « Un peuple, c'est une création continuée. Ce qui est essentiellement du domaine de ce peuple, ce qui n'appartient à aucun autre, c'est l'*idée directrice* de son évolution nationale... Dans tout peuple vivant, il y a une *idée créatrice* qui se développe et se manifeste par l'organisation. Pendant toute sa durée, ce peuple reste sous l'influence de cette même *force nationale créatrice*, et sa mort arrive, lorsqu'elle ne peut plus se réaliser... C'est toujours cette même *idée nationale* qui conserve ce peuple, en reconstituant les parties vivantes, désorganisées par les abus, ou détruites par les accidents extérieurs et les révolutions... » Il n'y a pas dans cette série d'affirmations une vérité qui ne soit d'expérience historique, de même qu'il n'y avait pas une vérité, dans la série des affirmations de Bernard, qui ne fût d'expérience biologique. Ce n'est qu'un parallélisme, mais de quelle portée! M. de Pascal va nous la mesurer.

Ce principe de l'*idée directrice* domine sa recherche de ce qu'il appelle avec Bossuet la *suite* de notre histoire, le sens de notre vie nationale, la fonction ethnique. Il dit, lui, « la vocation de la France ». Il est chrétien. Il est prêtre. Vous reconnaissez à ce dernier mot sa foi dans une Providence. Il s'en tiendrait à l'attitude positiviste, au déterminisme purement naturaliste, qu'il ne raisonnerait pas d'autre façon. C'est un des cas les plus frappants du complet accord entre les intuitions traditionnelles et les conclusions d'ordre

expérimental, quand il s'agit des lois des sociétés. Qu'un athée déclaré, ou — car l'athéisme n'est pas un état d'esprit scientifique — qu'un agnostique irréductible veuille bien considérer le phénomène français comme un simple produit de la nature sociale, il trouvera que ce produit se caractérise par deux principes directeurs qui sont le *credo* héréditaire des traditionalistes. La France est née, elle a vécu catholique et monarchique. Sa croissance et sa prospérité ont été en raison directe de son attachement à son Eglise et à son Roi. Toutes les fois qu'au contraire ses énergies se sont exercées à l'encontre de ces deux *idées directrices*, l'organisation nationale a été profondément, dangereusement troublée. D'où cette impérieuse conclusion, que la France ne peut cesser d'être catholique et monarchique, sans cesser d'être la France, — de même qu'un foie ne peut cesser de produire de la bile sans cesser d'être un foie, — un estomac de sécréter du suc gastrique sans cesser d'être un estomac. — Ces humbles, ces grossières assimilations ne sont que l'énoncé d'une loi qui domine la métaphysique la plus commune. Les philosophes cartésiens en ont donné une expression, axiomatique elle aussi, quand ils ont dit « que tout être tend à persévérer dans son être ». Autant dire que deux et deux font quatre et que la ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre. C'est cela que signifiait M. Charles Maurras, quand il écrivait cette phrase qui lui a été tant reprochée, parce qu'elle n'a pas été com-

prise : « La Monarchie se démontre comme un théorème, » entendant par là, non point qu'il existe une géométrie politique, — ce qui serait absurde, — mais que les voies propres à la recherche de la vérité politique conduisent l'intelligence à des certitudes qui égalent celles des sciences les plus rigoureuses dans leurs raisonnements. J'ajouterai, persuadé de l'unité du plan du monde, que ces certitudes sont analogues.

## IV

Je ne reprendrai pas ici, point par point, la démonstration que M. de Pascal nous apporte de sa thèse. Ce serait récrire son livre, — et le gâter. Je voudrais indiquer seulement quelle place importante occupe, dans l'évolution totale de l'univers civilisé, cette France, ainsi conçue comme le type d'une nation à la fois reliée à Rome par son Eglise et constituée à l'état de patrie indépendante par la monarchie. Quand l'admirable organisation de l'empire romain fut brisée, le catholicisme en préserva une partie, cette unité spirituelle, si absolument amalgamée, sous les admirables Antonins, à l'unité matérielle. Si cette unité spirituelle eût été détruite comme l'autre, c'en était fait de la civilisation. Que l'on explique cette position prise

par Clovis d'abord, puis par Charlemagne, dès le premier jour, en y voyant, comme M. de Pascal, un dessein d'en haut, que l'on reconnaisse là, comme eût fait un Fustel de Coulanges, le jeu naturel d'éléments une fois donnés, une chose est certaine : le triomphe des Francs sur les Burgondes et les Wisigoths fut aussi le triomphe des catholiques sur les Ariens (1), et, de même, la victoire de Charlemagne sur les Lombards fut la victoire des fidèles de la papauté contre ses ennemis. Admettons que, chez les rois des deux premières races, cette direction politique ait été fortuite et tout instinctive. Elle est devenue consciente chez les Capétiens, témoin la cérémonie du sacre dont Suger disait, dès le douzième siècle : « A son couronnement, le roi délaisse l'épée, la milice séculière, et il ceint le *glaive ecclésiastique* pour la punition des méchants. » Historiquement, le roi, en acceptant l'investiture de l'Eglise, affirme sa volonté de maintenir la plus précieuse conquête de la civilisation romaine sur les barbares, cette unité morale, cette *pax Romana* transposée en *pax Christiana* par un mystère de cette sublime alchimie partout empreinte dans l'univers politique comme dans l'univers physique. Mais si le roi, pour donner à son

(1) Dans son *Dilemme de Marc Sangnier (Essai sur la démocratie religieuse)*, M. Charles Maurras a écrit des lignes décisives (p. 22) sur les conséquences de cette position particulière de Clovis. Qu'il me soit permis de signaler, dans la préface du même livre (p. 23 et suiv.), le développement sur l'*Esprit Romain*. Je ne sais rien de supérieur dans la littérature sociale contemporaine.

pouvoir la consécration religieuse, se soumettait à l'Eglise, il s'y soumettait sans que cette Eglise l'élût. Il était sacré roi, — héréditairement, — c'est-à-dire qu'il s'affirmait comme le chef national, par droit de naissance, d'une autre unité, l'unité civique découpée à même l'empire romain, et assurée dans son autonomie par des mœurs, des coutumes, des lois à elle, une frontière. La France fut donc le premier effort de la nature sociale, cette nature derrière laquelle Bonald voyait distinctement le travail de Dieu, pour reconstituer une organisation dans l'immense désordre de l'anarchie barbare. Cette double tendance, qui paraît contradictoire, domine le développement de notre pays : — participer à l'unité spirituelle de la civilisation par la foi et la discipline morale, — maintenir et fortifier sa vitalité propre et séparée, dans le domaine temporel. Si l'on y regarde de près, on reconnaîtra, dans ces deux caractères, la définition même de la *chrétienté* : un concert de peuples indépendants gravitant autour du point central où est condensée la civilisation. L'utopie fédéraliste dont le Congrès de la Paix, à la Haye, est aujourd'hui l'impuissant symbole, n'est qu'une parodie dégradée de cet Idéal, magnifique, lui, parce qu'il était le legs traditionnel et vivant de l'histoire entière et du monde antique, l'aboutissement de la Judée, de l'Hellénisme et de la grandeur Romaine!

Comment s'accomplit le pétrissage de notre pays par cette double action du catholicisme et de la

monarchie, quelles furent les étapes de ce travail, les touches spéciales que les évêques et les moines donnèrent à la physionomie intime de la France pendant des siècles, l'apport de chacun des rois à la besogne de cohésion nationale, c'est la matière même du livre de M. l'abbé de Pascal, et elle est supérieurement traitée. Je disais, en commençant, que la politique contemporaine en est éclairée. L'auteur, en effet, n'a pas montré moins vigoureusement la désorganisation du pays par l'abandon des deux idées directrices. Dès l'époque de Philippe le Bel, il découvre le germe de mort, le principe anarchique qui, de génération en génération, ira grandissant, jusqu'à cet éclat de la Révolution après lequel, ce sont ses propres termes et ils pourraient servir de conclusion à l'ouvrage : « Ou il faut revenir en arrière, ou il faut périr. » Les traditionalistes sont encore ici d'accord avec l'observation des faits. Chaque fois, depuis cent vingt ans que la France s'est sentie périr, elle est revenue en arrière. A quoi? A l'une ou à l'autre de ses deux *idées vitales*, le catholicisme et la monarchie. Au catholicisme, quand, au lendemain de l'effroyable cataclysme de la Terreur, elle a négocié, par Bonaparte, le Concordat avec le pape. A la monarchie, quand, en 1815, conquise par l'Europe, et menacée du partage, elle a traité avec cette Europe avide et victorieuse, par l'héritier des robertiniens. Au catholicisme, de nouveau, quand, après les journées de Juin, épouvantée des signes d'anarchie partout révélés, elle entreprit l'expédi-

tion de Rome et tenta de redresser son enseignement par la loi Falloux. A la monarchie, quand, après la plus malheureuse des guerres et la plus déshonorante des insurrections, elle substitua, au honteux gouvernement dit du 4-Septembre, une assemblée chargée de faire nommer le roi. Hélas! La terrible parole de Bossuet a continué d'être vraie. Après chacune de ces crises salutaires, les charlatans ont aussitôt recommencé d'égarer les « hommes passionnés » que sont les Français par des « espérances vaines ». De nouveaux malheurs amèneront-ils le retour définitif, lequel ne serait pas un recul? Revenir en arrière, insistons-y, ce n'est pas toujours reculer. Un malade ne recule pas quand de quarante degrés de température il passe à trente-six. On dit tout au contraire qu'il progresse. Un morphinomane ne recule pas quand il en arrive à ne plus absorber une seule goutte de la drogue meurtrière qui le cachectisait et allait le tuer. A coup sûr, si ce retour à la vérité, à *notre vérité* est possible, il ne s'accomplira qu'à une condition : cette fois l'Intelligence devra être pleinement d'accord avec la réaction de l'instinct. Cet accord a manqué en 1800, en 1815, en 1869, en 1871. Tous les ennemis de la Révolution, depuis un Taine jusqu'à un marquis de La Tour-du-Pin et depuis un Auguste Comte jusqu'à un abbé de Pascal travaillent à le préparer. Les *Lettres sur l'histoire de France* sont un des vigoureux efforts tentés dans ce sens, où doivent marcher tous ceux qui voient sur la maison

lézardée, prophétique métaphore de M. Maurice Barrès, s'inscrire déjà les désespérantes syllabes, le *Finis Galliaë* que, vivants, nous n'accepterons jamais.

1907.